

L'an deux mille quatorze, le dix mars, à dix neuf heure trente, le Conseil Municipal s'est réuni en session ordinaire à la Mairie sous la présidence de Mme Sophie MÉTADIER, Maire

<u>Date de convocation :</u>
Le 3 mars 2014
<u>Date d'affichage :</u>
Le 3 mars 2014
<u>Nombre de conseillers :</u>
En exercice : 17
Présents : 10, 11 à partir de la
DCM2014-022.
Votants : 11, 12 à partir de la
DCM2014-022.
Quorum : 09

Étaient présents :

Mme Michelle Cournarie, M. Philippe Méreau, M. Yves Bandeville, Mme Georgette Barrault, Mme Michèle Gratade, Mme Michèle Villatte, M. Jean-Claude Dupas, M. Jérôme Tarnier (arrivé au vote de la DCM2014-022), Mme Monique Guéry, Mme Marie-Claire Bouin, M. Joël Antier.

Absents excusés : Mme Raymonde Vequaud (pouvoir à M. Bandeville).

Absents : M. Fabrice Davoigneau, Mme Dominique Mace, M. Frédéric Dupuis, M. Olivier Piqueux.

Mme Cournarie est élue secrétaire.

Le PV du conseil municipal du 10 février 2014 est approuvé à l'unanimité.

DCM2014-013. CONCOURS DU RECEVEUR MUNICIPAL-ATTRIBUTION D'INDEMNITÉ.

Madame le Maire rappelle au Conseil Municipal que le Receveur municipal a changé. Une nouvelle délibération doit être prise pour fixer le taux de son indemnité de conseil.

Vu l'article 97 de la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu le décret n° 82.979 du 19 novembre 1982 précisant les conditions d'octroi d'indemnités par les collectivités territoriales et leurs établissements publics aux agents des services extérieurs de l'Etat,

Vu l'arrêté interministériel du 16 septembre 1983 relatif aux indemnités allouées par les communes pour la confection des documents budgétaires,

Vu l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 relatif aux conditions d'attribution de l'indemnité de conseil allouée aux comptables non centralisateurs du Trésor chargés des fonctions de receveurs des communes et établissements publics locaux,

Madame le Maire propose d'accorder au Receveur municipal une indemnité de conseil au taux de 100% par an et une indemnité de confection des documents budgétaires de 45, 73 euros (montant maximum).

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 11 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Demande le concours du Receveur municipal pour assurer des prestations de conseil et d'assistance en matière budgétaire, économique, financière et comptable définies à l'article 1 de l'arrêté du 16 décembre 1983,
- Décide d'accorder l'indemnité de conseil au taux de 100 % par an,
- Dit que cette indemnité sera calculée selon les bases définies à l'article 4 de l'arrêté interministériel du 16 décembre 1983 précité et sera attribuée à Jean Pierre Clergeot, Trésorier de la perception,
- Décide de lui accorder également l'indemnité de confection des documents budgétaires prévue par l'arrêté du 16 septembre 1983, pour un montant de 45, 73 euros.

DCM2014-014. VOTE DU BUDGET 2014.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de reporter cette délibération après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 8 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions (M. Yves Bandeville, Mme Raymonde Vequaud et Mme Georgette Barrault) :

- Décide de reporter la délibération du vote du budget 2014 après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

DCM2014-015. VOTE DES SUBVENTIONS 2014.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de reporter cette délibération après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 8 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions (M. Yves Bandeville, Mme Raymonde Vequaud et Mme Georgette Barrault) :

- Décide de reporter la délibération du vote des subventions 2014 après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

DCM2014-016. VOTE DES TAUX DE TAXES 2014.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de reporter cette délibération après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 8 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions (M. Yves Bandeville, Mme Raymonde Vequaud et Mme Georgette Barrault) :

- Décide de reporter la délibération du vote des taxes 2014 après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

DCM2014-017. PARTICIPATION DE LA COMMUNE AU CENTRE DE LOISIRS SANS HERBERGEMENT (CLSH) 2014.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de reporter cette délibération après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 8 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions (M. Yves Bandeville, Mme Raymonde Vequaud et Mme Georgette Barrault) :

- Décide de reporter la délibération du vote de participation de la commune au Centre de Loisirs Sans Hébergement (CLSH) 2014 après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

DCM2014-018. PARTICIPATION DE LA COMMUNE AU COMITÉ NATIONAL D'ACTION SOCIALE (CNAS) 2014.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de reporter cette délibération après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

M. Yves BANDEVILLE, Président de la délégation d'Indre et Loire du Comité National d'Action Sociale (CNAS) ne participe pas au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 8 voix pour, 0 voix contre et 2 abstentions (Mme Raymonde Vequaud et Mme Georgette Barrault) :

- Décide de reporter la délibération du vote de participation de la commune au Comité National d'Action Sociale (CNAS) 2014 après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

DCM2014-019. PRIX DES SPECTACLES 2014.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de reporter cette délibération après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 8 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions (M. Yves Bandeville, Mme Raymonde Vequaud et Mme Georgette Barrault) :

- Décide de reporter la délibération du vote des prix des spectacles 2014 après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

DCM2014-020. TARIFS DE LOCATION DES SALLES ET DU MATÉRIEL 2014.

Mme le Maire propose au Conseil Municipal de reporter cette délibération après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 8 voix pour, 0 voix contre et 3 abstentions (M. Yves Bandeville, Mme Raymonde Vequaud et Mme Georgette Barrault) :

- Décide de reporter la délibération du vote des tarifs de location des salles et du matériel 2014 après les échéances électorales des 23 et 30 mars prochains.

DCM2014-021. GRATIFICATION STAGIAIRES.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que lors de différentes réunions d'adjoints et de finances, il a été décidé d'accueillir en stage à la mairie :

- pour la réhabilitation du Moulin-forge en écomusée, un stagiaire pour une période de 5 mois,
- pour l'élaboration du Plan d'Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE), un stagiaire pour une période de 3 mois.

L'article 30 de la loi du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation professionnelle tout au long de la vie impose le versement d'une gratification pour les stages d'une durée supérieure à 2 mois. Le montant de la gratification versée au stagiaire doit être précisé dans la convention de stage. Pour le secteur public, aucun texte ne détermine le montant de cette gratification. Toutefois le décret n°2008-96 du 31 janvier 2008 prévoit que le montant minimum de la gratification est fixé à 12,5% du plafond horaire de la sécurité sociale, soit 436,05€. La gratification est versée mensuellement au stagiaire et lors de l'élaboration du budget des crédits ont été prévus à cet effet.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 11 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Décide de verser une gratification mensuelle selon les textes en vigueur (12,5 % du plafond horaire de la sécurité sociale) au stagiaire pour la réhabilitation du Moulin-forge en écomusée pour une période de 5 mois.
- Décide de verser une gratification mensuelle selon les textes en vigueur (12,5 % du plafond horaire de la sécurité sociale) au stagiaire pour l'élaboration du Plan d'Accessibilité de la Voirie et des Espaces publics (PAVE), pour une période de 3 mois.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

Arrivée de M. Jérôme TARNIER.

DCM2014-022. MISE EN PLACE DE LA RÉFORME DES RYTHMES SCOLAIRES.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que la réforme des rythmes scolaires doit obligatoirement être mise en place à partir de la rentrée de septembre 2014.

La mise en place de la réforme consiste en :

- Le rajout d'une demie journée d'école le mercredi matin,
- Les Activités Pédagogiques Complémentaires (APC) prises en charge par les enseignants,
- Les Temps d'Activités Péri-scolaires (TAP) prises en charge par les collectivités.

Mme le Maire et Mme VÉQUAUD, chargée des affaires scolaires, après concertation avec la commune de Ferrière-sur-Beaulieu, les enseignants, les parents, l'inspection de l'Education Nationale, le DDEN et le Syndicat Intercommunal de Transport Scolaire du Lochois, après avis favorable du conseil d'école, proposent l'emploi du temps suivant pour la commune de Beaulieu-lès-Loches :

	LUNDI	MARDI	MERCREDI	JEUDI	VENDREDI
COURS	8H50	8H50	8H50	8H50	8H50
	11H50	11H50	11H20	11H50	11H50
PAUSE					
COURS	13H25	13H20		13H25	13H20
	16H15	15H15		16H15	15H15
TEMPS D'ACTIVITES PERISCOLAIRES		15H15			15H15
		16H15			16H15
TEMPS SCOLAIRE	5H50	4H55	2H30	5H50	4H55

Cette répartition a nécessité de solliciter une dérogation pour les deux jours comprenant 5h50 de classe.

Mme la Maire propose au Conseil Municipal d'approuver l'emploi du temps tel que ci-dessus et d'accepter la dérogation pour les deux jours comprenant plus de 5h30 de temps scolaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 12 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Approuve l'emploi du temps tel que ci-dessus, y compris pour les deux jours comprenant 5h50 de temps scolaire.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-023. DEMANDE DE SUBVENTION AU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'ÉNERGIE D'INDRE ET LOIRE (SIEIL) POUR LE REMPLACEMENT DE LUMINAIRES.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal qu'il est prévu la réalisation de travaux pour remettre aux normes l'éclairage public à différents endroits de la commune.

Mme le Maire propose de demander une subvention au Syndicat Intercommunal d'Énergie d'Indre et Loire (SIEIL) selon le plan de financement suivant :

	Dépenses H.T	Dépenses T.T.C	Recettes
Tavaux	10 791,67 €	12 950,00 €	
Subvention :			
SIEIL 70% de la tranche HT 0/5 000€.			3 500,00 €
SIEIL 30% de la tranche HT 5 000€/20 000€			1 737.50 €
Total subvention SIEIL			5 237.50 €
Solde commune			7 712,50 €
TOTAL	10 791,67 €	12 950,00 €	12 950,00 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 12 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Sollicite une subvention auprès du Syndicat Intercommunal d'Énergie d'Indre et Loire (SIEIL) selon le plan de financement ci-dessus.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-024. DEMANDE DE SUBVENTION AU TITRE DES AMENDES DE POLICES 2014.

Madame le Maire explique au Conseil Municipal que le produit des amendes de police est reversé aux communes par le Conseil Général d'Indre-et-Loire pour financer des travaux, en particulier pour sécuriser des cheminements piétons.

En 2014, ERDF va reprendre le réseau électrique entre Beaulieu et Loches, réseau passant par la rue Brûlée, la rue du Docteur Martinais et la rue des Ponts. Une tranchée sera donc ouverte pour réaliser ces travaux d'amélioration du réseau.

Des discussions avec la ville de Loches et le STA de Ligueil sont en cours afin de refaire la voirie de l'axe Beaulieu / Loches. Ces travaux pourraient être engagés en fin d'année 2014 (recrutement du maître d'œuvre et premiers travaux). Il est à noter que la rue Brûlée est la seule route qui relie les

centres villes de Beaulieu-lès-Loches et Loches. La circulation piétonne y est particulièrement malaisée, d'autant que les trottoirs sont lacunaires. L'arrêt de bus scolaire nécessite également une sécurisation de son accès.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de solliciter une subvention du Conseil Général dans le cadre du reversement du produit des Amendes de Police, selon le plan de financement suivant :

Désignation	Dépenses HT	Dépenses TTC	RECETTES
Travaux, honoraires et frais divers	74000 €	88800 €	
CG37 - Amendes de police			13500 €
Commune			75300 €

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 12 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Sollicite du Conseil Général une subvention dans le cadre du reversement du produit des amendes de police 2014 pour l'aménagement de trottoirs et la sécurisation de l'arrêt de transport scolaire de la rue Brûlée selon le plan de financement ci-dessus.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-025. RÉGIME INDEMNITAIRE DES AGENTS COMMUNAUX.

Mme le Maire rappelle au Conseil Municipal que le 8 juillet 2013 il a délibéré sur le régime indemnitaire des agents communaux et notamment sur l'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT).

Mme le Maire explique que l'IAT est calculée suivant un montant annuel de référence fixé réglementairement, multipliée par un taux de majoration maximum déterminé pour chaque cadre d'emploi.

L'IAT est ensuite modulée par arrêté pour chaque agent suivant les critères suivants :

- Technicité de la mission,
- Responsabilité,
- Mission d'encadrement,
- Démarche de formation

La commission de personnel réunie le 17 février 2014 propose de modifier le taux de majoration du cadre d'emploi des agents techniques territoriaux et de l'augmenter de 2.00 à 3.00.

Mme le Maire propose donc au Conseil Municipal d'approuver le tableau IAT ci-dessous :

Cadre D'emplois	Grade	Montant annuel de Référence	Taux de majoration maximum
Adjoint administratifs territoriaux	Adjoint administratif territorial de 2 ^{ème} classe (APC)	449,29	7.72
	Adjoint administratif territorial de 2 ^{ème} classe	449.29	2.00
	Adjoint administratif Principal de 1 ^{ère} classe	476,10	3.20
ATSEM	ATSEM principal de 2 ^{ème} classe	469,66	2.40
Agent de maîtrise	Agent de maîtrise	469,66	4.00
Adjoint techniques territoriaux	Adjoint techniques territoriaux de 2 ^{ème} classe	449,29	3.00
Gardien de Police Municipale	Gardien de Police Municipale	464,30	1.00

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 12 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Accepte le tableau des Indemnités d'Administration et de Technicité (IAT) des agents communaux tel que présenté ci-dessus,

- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-026. MISE A DISPOSITION D'UN LOCAL POUR LA MISSION LOCALE.

Mme le Maire informe le Conseil Municipal que la Mission Locale (installée aux Jardins de l'Abbaye) a mis en place un parcours d'insertion, dénommé INSOLITS, qui s'appuie sur le service civique. Trois jeunes en précarité en bénéficient depuis le 1er mars. Ces jeunes vont effectuer des missions d'intérêt général au sein des collectivités et d'associations, tout en bénéficiant d'un accompagnement professionnel et social par une conseillère de la Mission Locale. Au cours des deux prochaines années, ce sont entre 12 à 16 jeunes qui vont pouvoir bénéficier de ce dispositif, au rythme de missions de 6 mois pour trois à quatre jeunes.

La Mission Locale a sollicité la mairie pour trouver un local pour y installer un bureau d'accueil pour les jeunes et ranger leur matériel. Le budget de l'opération INSOLITS est extrêmement serré. Mme le Maire rappelle que le local situé à l'étage du 24 rue Basse est utilisé uniquement par les commerçants du marché le dimanche. Elle propose de mettre le local à disposition de la Mission Locale pour un an, gratuitement. La Mission Locale devra assurer le local et de prendre en charge les fluides. Les Commerçants du marché pourront continuer à utiliser le local le dimanche (ils en sont d'accord). La prolongation ultérieure de la mise à disposition sera revue par le Conseil Municipal d'ici un an.

Mme Georgette BARRAULT, Vice-présidente de la Mission Locale, ne participe pas au vote.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, par 11 voix pour, 0 voix contre et 0 abstention:

- Donne son accord pour mettre à disposition de la Mission Locale, pour le projet INSOLITS et pour une durée d'un an, le local situé à l'étage du 24 rue Basse, selon conditions évoquées ci-dessus
- Dit qu'un état des lieux sera établi à l'entrée et à la sortie des lieux.
- Autorise Mme le Maire à signer tous les documents nécessaires à la poursuite du dossier.

DCM2014-027. REMBOURSEMENTS DIVERS. ANNULÉE.

Informations, questions diverses :

Madame le Maire remercie tous les membres du Conseil Municipal pour leur participation pendant les six années écoulées. Sans ce travail en commun, notre action n'aurait pas été la même. Tous les conseillers municipaux ont travaillé au service des Bellilociens et en particulier les adjoints : Michelle Cournarie, Philippe Méreau, Yves Bandeville, Georgette Barrault, Raymonde Véquaud et le conseiller délégué Jean-Claude Dupas, qui ont fait preuve d'une présence sans failles. Elle remercie spécifiquement Mme GUERY et Mme VEQUAUD qui sont élues depuis quatre mandats, soit 25 ans.

Madame le maire remercie également les agents communaux, en poste ou partis à la retraite. Agents et élus forment une équipe qui travaille avec une éthique, un honneur et une fierté d'être ainsi au service de nos concitoyens.

M. MÉREAU, en retour, remercie Mme le Maire pour son investissement auprès des bellilociens ainsi que pour sa pugnacité à faire avancer les affaires de la commune.

Fin du Conseil à 20H30

La Secrétaire,
Mme Michelle COURNARIE.